

Département de la Vendée - 85

1- REGLEMENT DE CONSULTATION

Création de l'assainissement collectif des eaux usées aux lieux-dits La Mansoire et La Croix Rouge

*Date limite de réception des offres : **Le vendredi 21 novembre 2025 à 12h00***

Maître d'Ouvrage :



Commune de Saint Christophe du Ligneron

Mairie

6, Place de la Mairie

85670 SAINT CHRISTOPHE DU LIGNERON

Maître d'Œuvre :



CÉMÉAU

24 Allée du Grand Calvaire

ZA La Promenade

85250 CHAVAGNES EN PAILLERS

Table des matières

I- Objet de la consultation et dispositions générales	4
I-1- Objet de la consultation	4
I-2- Allotissement	4
I-3- Décomposition en tranches	4
I-4- Nomenclature	4
I-5- Délai de validité des offres	5
I-6- Durée du marché	5
II- Conditions de la consultation	6
II-1- Intervenants	6
II-1- a- Pouvoir adjudicateur	6
II-1- b- Maître d'œuvre	6
II-1- c- Contrôleur technique	6
II-1- d- Coordination et protection de la santé.	6
II-2- Procédure	6
II-3- Variantes	7
II-4- Options	7
II-5- Prestations supplémentaires éventuelles	7
II-6- Langue	7
II-7- Unité monétaire	7
II-8- Visite	8
II-9- Forme juridique des candidats	8
II-10- Sous-traitance	8
III- Dossier de consultation	9
III-1- Modification de détails du dossier de consultation	9
III-2- Contenu du dossier de consultation	9
III-3- Retrait du dossier de consultation	9
III-4- Renseignements complémentaires	10
IV- Présentation des candidatures et des offres	11

IV-1- Pièces à fournir : candidature	11
IV-2- Pièces à fournir : Offre	12
V- Examen des candidatures et des offres	14
V-1- Jugement des candidatures	14
V-2- Jugement des offres	14
V-2- a- Critère prix	14
V-2- b- Critère technique	15
V-3- Attribution du marché	15
V-4- Audition - Négociation	15
V-5- Offre anormalement basse	16
VI- Conditions de remise des plis	17
VI-1- Date et heure limite de remise des plis	17
VI-2- Transmission des plis	17
VI-2- a- Formats	17
VI-2- b- Virus	18
VI-2- c- Signature	18
VI-2- d- Structure de l'enveloppe électronique	18
VI-2- e- Volume maximal transmissible	18
VI-2- f- Horodatage	18
VI-2- g- Copie de sauvegarde	19
VI-2- h- Assistance	19
VII- Procédure de recours	20

I- Objet de la consultation et dispositions générales

I-1- Objet de la consultation

Le marché comprend l'ensemble des travaux, fournitures et prestations concernant la création de l'assainissement collectif des eaux usées sur les lieux-dits La Mansoire et La Croix Rouge sur la commune de Saint Christophe du Ligneron.

Les clauses administratives particulières applicables au présent marché sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) joint à la présente consultation.

Les spécifications techniques et les sujétions particulières d'exécution des travaux applicables au présent marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint à la présente consultation.

La nature des travaux que le titulaire est amené à réaliser est (liste non exhaustive) :

- Création de 1015ml de canalisation de collecte en PVC CR16 DN160
- Création de 105ml de canalisation de branchement en PVC CR16 DN125
- Création de 365ml de canalisation de refoulement en PEHD (PN10)
- Création de 23 tabourets de branchement
- Création de 20 regards de visite en béton DN1000
- Création de 1 regard de visite en béton avec revêtement PP DN1000
- Réfection de voirie provisoire et définitive
- Construction d'un poste de refoulement d'eaux usées associé à son armoire de commande
- Fourniture et pose d'un système de traitement des sulfures par injection d'air

I-2- Allotissement

Etant donné les fortes interactions entre les intervenants et pour assurer un suivi optimal et améliorer la fiabilité d'exécution des travaux, le marché n'est pas alloti.

I-3- Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranche.

I-4- Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire des marchés européens est la suivante :

Code CPV	Désignation
45231110-9	Travaux de pose de conduites
45232410-9	Travaux d'assainissement

45232411-6	Travaux de construction de canalisations d'eaux usées
45112500-0	Travaux de terrassement
45233140-2	Travaux routiers
45232423-3	Travaux de construction de stations de pompage des eaux usées

I-5- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

I-6- Durée du marché

La durée du marché s'étend jusqu'à la plus tardive des deux dates suivantes :

- Fin de la garantie de parfait achèvement
- Signature du Décompte Général Définitif (DGD)

Les délais d'exécution des travaux sont précisés dans l'acte d'engagement.

Le commencement du délai d'exécution des travaux s'effectuera à compter de la date de l'établissement de l'ordre de service correspondant.

Le commencement du délai d'exécution des travaux s'effectuera à compter de la date de l'établissement de l'ordre de service correspondant.

II- Conditions de la consultation

II-1- Intervenants

II-1- a- Pouvoir adjudicateur

Les travaux sont à effectuer pour le compte de la **commune de Saint Christophe du Ligneron**

Ses coordonnées sont les suivantes :

Mairie
6, Place de la Mairie
85670 SAINT CHRISTOPHE DU LIGNERON
Tél : 02 51 93 30 23

II-1- b- Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études CÉMÉAU dont l'adresse est :

CÉMÉAU (Conseils Etudes Maîtrise d'œuvre autour de l'EAU)
24 Allée du Grand Calvaire
ZA La Promenade
85250 CHAVAGNES EN PAILLERS

II-1- c- Contrôleur technique

Au stade la consultation, aucun contrôleur technique n'a été retenu par le Maître d'Ouvrage. Si le pouvoir adjudicateur souhaite en retenir un ; le nom, les coordonnées et les prestations afférentes à sa mission de contrôle seront communiqués au titulaire au plus tard lors du démarrage de la phase préparatoire.

II-1- d- Coordination et protection de la santé.

Au stade la consultation, aucun coordinateur pour la sécurité et la protection de la santé n'a été retenu par le Maître d'Ouvrage. Si le pouvoir adjudicateur souhaite en retenir un, ses coordonnées seront diffusées au titulaire dès qu'il sera désigné.

II-2- Procédure

La présente consultation concerne un marché de travaux passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

II-3- Variantes

La réponse à la solution de base est obligatoire.

Conformément au code de la commande publique, le candidat peut proposer une solution variante.

Celle-ci-ci peut être soit d'ordre technique ou soit d'ordre administratif.

Toutefois, le candidat devra impérativement respecter les exigences minimales techniques issues du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente consultation.

La solution variante devra être proposée selon les modalités suivantes :

- Fourniture d'un dossier distinct de la solution de base comportant au minimum les éléments ci-dessous :
 - o Un mémoire technique spécifique
 - o Une note détaillant les avantages de la solution variante comparée à la solution de base
 - o Un détail de prix spécifique et détaillé
- Respect des exigences techniques minimales issues du CCTP
- Respect des garanties du CCAP et du CCTP

II-4- Options

La proposition d'options n'est pas autorisée à la présente consultation.

II-5- Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle à la présente consultation.

II-6- Langue

Les offres doivent obligatoirement être rédigées en français. Tous les documents ou présentations annexes doivent également être rédigées en français ou accompagnée d'une traduction en français réalisée par un traducteur assermenté.

II-7- Unité monétaire

Les offres doivent impérativement être transmises en euro (€).

II-8- Visite

La visite du lieu d'exécution des travaux n'est pas obligatoire.

Toutefois, cette visite est fortement recommandée afin que les candidats puissent prendre toute la mesure des difficultés liées au chantier que ce soit en terme d'accès, ouvrages et réseaux existants, circulation etc...

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution et la qualité des travaux, leur prix ainsi que les délais de réalisation.

II-9- Forme juridique des candidats

Le marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs groupés (conjointes ou solidaires).

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, la forme du groupement sera inscrite sur l'acte d'engagement ainsi que le nom de l'entreprise mandataire. Ces indications ne devront pas être contradictoires comparées aux documents de la candidature.

Si le marché est attribué à un groupement solidaire, celui-ci pourra se voir contraint d'assurer sa transformation en groupement conjoint après attribution du marché.

Le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement

Conformément au code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Les candidats **ne pourront pas** présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité d'entrepreneurs individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

II-10- Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les soumissionnaires préciseront dans leur offre la part des prestations qu'ils comptent réaliser eux-mêmes et la part des travaux qu'ils souhaitent sous-traiter.

Ils détailleront dans l'annexe à l'Acte d'Engagement ou bien le formulaire DC4, la nature et le montant prévisionnel des travaux et prestations qu'ils comptent sous-traiter.

III- Dossier de consultation

III-1- Modification de détails du dossier de consultation

Le maître d'Ouvrage pourra d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

III-2- Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Règlement de consultation (RC)
- Acte d'Engagement (AE)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Bordereau des Prix (BP)
- Annexes :
 - o Plan projet
 - o Déclaration de Travaux

III-3- Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme sécurisée :

<https://www.marches-securises.fr>

Il n'est pas autorisé l'envoi du dossier de consultation des entreprises sur support physique électronique.

III-4- Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront adresser au plus tard douze (12) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation sécurisée : <https://www.marches-securises.fr>.

Les réponses ou renseignements complémentaires seront mis à disposition via le profil acheteur, consultable par tous les candidats ayant retiré le dossier et faisant l'objet d'une alerte électronique envoyée sur l'adresse mail renseignée par le candidat lors de son inscription sur la plate-forme, au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres.

IV- Présentation des candidatures et des offres

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit

IV-1- Pièces à fournir : candidature

En application de l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Ainsi, le candidat ou chaque membre du groupement, produit à l'appui de son offre, les documents suivants :

- **La lettre de candidature** (le candidat pourra utiliser le formulaire **DC1** mis à dispositions sur le site du ministère de l'économie) accompagnée du **pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise**
 - o Dans le cas d'entreprises groupées, lorsque le mandataire est le seul à signer la lettre de candidature, les mandats des co-traitants sont uniquement demandés
- **Situation juridique :**
 - o Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la Commande Publique
 - o Extrait K-Bis datant de moins de 3 mois (ou équivalent) ;
 - o Copie du jugement prononcé en cas de redressement judiciaire (le cas échéant) ;
 - o Attestation de régularité fiscale ;
 - o Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
 - o Certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
 - o Liste nominative des travailleurs étrangers, ou attestation de non-emploi de travailleurs étrangers

- **Capacité économique et professionnelle :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat sur les trois derniers exercices (le candidat pourra utiliser le formulaire **DC2** mis à dispositions sur le site du ministère de l'économie)
- Attestations d'assurance Responsabilité civile et décennale
- Effectifs moyens annuels du candidat et importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique du candidat
- Liste de références pour des travaux similaires datant de moins de 3 mois accompagnés des certificats de capacité correspondants
- Dossier de sous-traitance, le cas échéant (le candidat pourra utiliser le formulaire **DC4** mis à dispositions sur le site du ministère de l'économie)

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

IV-2- Pièces à fournir : Offre

Le candidat, ou mandataire du groupement, remet les documents suivants à l'appui de son offre :

- Un acte d'engagement complété et daté selon le modèle fourni à la présente consultation
 - Le candidat y indiquera la nature et le montant des prestations qu'il envisage sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il souhaite soumettre à agrément du pouvoir adjudicateur
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le bordereau des Prix (BP)
- Un mémoire technique et descriptif comportant l'ensemble des éléments permettant de juger la capacité de l'entreprise à réaliser les travaux.
- Une attestation datée et signée acceptant sans modification le CCAP et le CCTP

Il est à noter que le DQE et le BP sont fournis au format Excel (.xlsx) afin de faciliter la réponse des candidats. Il incombe aux candidats de vérifier l'exactitude des formules et le remplissage en intégralité des documents qui peuvent comporter plusieurs onglets.

V- Examen des candidatures et des offres

V-1- Jugement des candidatures

En cas de fourniture de pièces manquantes ou incomplètes, il pourra être demandé à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier de candidature dans un délai estimé raisonnable.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

V-2- Jugement des offres

Le classement des offres jugées recevables sera effectué selon les critères suivants :

Critère	Pourcentage
Prix	40%
Technique	60%

En cas de discordance constatée dans une offre, il sera demandé au candidat de rectifier.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans l'offre du candidat seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail afin de cohérence. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

V-2- a- Critère prix

Le critère prix sera apprécié en fonction du montant HT (hors taxe) inscrit à l'acte d'engagement.

Il sera évalué proportionnellement à l'écart entre l'offre du candidat et l'offre la moins-disante.

La note de **40 points** sera attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse. Les autres notes seront évaluées selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 40 \times \frac{\text{Montant offre la moins-disante}}{\text{Montant offre du candidat}}$$

V-2- b- Critère technique

Le mémoire technique sera apprécié selon les critères suivants avec une note maximale de 60 points :

- Description de la méthodologie propre au chantier en fonction des contraintes repérées : **25 points**
- Qualité et provenance des matériaux propres au chantier : **15 points**
- Planning prévisionnel d'exécution détaillé : **10 points**
 - o 5 points sur la qualité du détail des tâches prestations
 - o 5 points pour la cohérence et l'enchaînement des différentes tâches et prestations
- Description et qualité des moyens en personnel et matériel sur le chantier : **5 points**
- Gestion des déchets, développement durable, protection de l'environnement, réduction des nuisances, sécurité sur chantier : **5 points**

L'addition des points obtenus sur les critères précédents permettra de calculer une note globale servant de base au classement des offres.

La note la plus élevée sera celle du candidat le mieux classé.

V-3- Attribution du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés via la plate-forme dématérialisée.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans le délai qui lui sera imparti dans la demande du pouvoir adjudicateur. 7 du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

V-4- Audition - Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les critères prix et technique des offres, avec les trois premiers candidats classés selon les critères de jugement du règlement de consultation.

La négociation pourra prendre la forme d'échanges via la plateforme de dématérialisation bien d'une audition. La date et l'horaire lui seront indiqués en temps utile. Lorsque la personne publique décidera de mettre un terme à la négociation, elle demandera aux candidats de remettre leur offre définitive. Cette offre définitive sera prise en compte pour le classement final des offres.

Toutefois, le Maître d'Ouvrage pourra également attribuer le marché sans négociation.

V-5- Offre anormalement basse

En application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique, si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée par décision motivée.

VI- Conditions de remise des plis

VI-1- Date et heure limite de remise des plis

Les offres devront être transmises, au plus tard pour **le vendredi 21 novembre 2025 à 12h00**.

Les offres qui seront remises après la date et l'heure limites ne seront pas examinées.

VI-2- Transmission des plis

Les plis seront **obligatoirement** transmis par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur dont l'adresse URL est : <https://www.marches-securises.fr>.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009, les candidats peuvent accéder à l'ensemble des documents de la consultation en mode anonyme sans identification préalable. Cependant, il est fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et s'identifier sur la plate-forme avant le téléchargement.

En effet, pendant la consultation, des modifications ou précisions peuvent être apportées notamment par le biais de questions/réponses, rectificatifs du dossier, avis de sans suite, précisions...

L'attention du candidat est attirée sur le fait que s'il télécharge le dossier en mode anonyme, il n'aura pas accès à ces différentes modifications qui peuvent s'avérer importantes.

S'il souhaite malgré tout procéder au téléchargement du dossier en mode anonyme, il lui est vivement recommandé de veiller à prendre en compte toutes les modifications pouvant intervenir, éventuellement par un second retrait du dossier à jour.

A noter, les questions de clarifications et réponses sont adressées uniquement aux entreprises identifiées.

VI-2- a- Formats

Pour les documents exigés par l'Acheteur, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion des décompositions de prix et qui doivent être retournées en format xls ouxlsx.

Si l'entreprise souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles »

(ex. : doc, docx, ppt, pptx, rtf, dwg, jpg, avi ...).

VI-2- b- Virus

Il est rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

VI-2- c- Signature

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise des offres.

Le marché sera, in fine, signé avec l'Attributaire sous forme électronique (dans la mesure du possible). Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, pour des raisons d'organisation, de signer manuscritement (pour les 2 parties) le marché.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise VIVEMENT l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

VI-2- d- Structure de l'enveloppe électronique

L'outil d'assistance au dépôt de réponses par voie électronique permet de déposer des fichiers et/ou des dossiers. D'une façon générale, il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers et/ou les dossiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

VI-2- e- Volume maximal transmissible

L'Acheteur souhaite que la taille maximale de la totalité des documents transmis n'excède pas 200 Mo au total]. Il est ici rappelé que, en application de l'article R2143-13, les documents justificatifs de candidature peuvent être stockés au préalable dans un espace de stockage numérique pour autant que l'accès à cet espace soit gratuit pour l'Acheteur et que toutes les informations nécessaires à sa consultation figurent dans le dossier de candidature.

VI-2- f- Horodatage

L'horodatage du dépôt est réalisé au moment où le dernier octet constitutif de votre réponse est réceptionné par le Profil d'Acheteur. Il est ainsi conseillé de débiter le transfert suffisamment longtemps avant l'heure limite de dépôt et de prendre en compte le volume à transmettre ainsi que le débit de votre connexion Internet.

VI-2- g- Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse figurant en page de garde du présent document.

VI-2- h- Assistance

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 92 90 93 27.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement sera examinée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats

VII- Procédure de recours

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nantes
6 Allée de l'Ile Gloriette
CS 24111
44041 NANTES CEDEX 1
Tél : 02 55 10 10 02
Fax : 02 55 10 10 03
Mail : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Adresse URL : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

Télérecours :

A compter du 30 novembre 2018, l'application Télérecours citoyens est étendue au niveau national. Cette application destinée aux particuliers et personnes morales de droit privé permet d'échanger avec les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et le Conseil d'Etat de manière totalement dématérialisée et en toute sécurité. Adresse URL : <https://citoyens.telerecours.fr>